Depuis plusieurs semaines, la situation en Guadeloupe et Martinique est devenue explosive.

Devant l'indifférence des pouvoirs locaux et métropolitains, plusieurs semaines de revendications sont restées sans écho.

Les besoins dans les départements d'Outre-mer sont connus et les revendications sont portées depuis très longtemps : infrastructures de transports, chômage des jeunes, moyens hospitaliers, qualité de l'eau et de ses réseaux, prise en compte de problématiques locales comme celles du Chlordécone, cherté de la vie, préservation et renforcement de la biodiversité.

La situation sanitaire récente n'est venue que s'ajouter à la liste déjà longue des problèmes reconnus…

Ces besoins ont souvent un point commun : ils nécessitent un renforcement des services publics, pour que l'aide à toute la population puisse être effective et réelle.

Pourtant, la crise sanitaire a amplifié les problèmes et agi comme un catalyseur : la dégradation de la situation des départements qui ont été exploités puis laissés pour compte depuis des années par nos dirigeants successifs apparaît de manière toujours plus évidente.

Face à cette situation, le gouvernement n'a jamais écouté les manifestants d'Outre-mer.
Il a dénié les revendications légitimes de leurs populations.

Sa vitesse de réaction n'a été remarquable finalement que par son aspect répressif, après que la situation a été largement hors de contrôle. Il ne lui a fallu que quelques heures pour envoyer des forces de l'ordre pour contrôler une situation qui avait été ignorée depuis des semaines.

La CGT Finances Publiques soutient l'action de tous les syndicats et sections de Guadeloupe, Martinique et de leurs militants. Elle a une attention particulière pour tous les militants des Finances Publiques de son syndicat, que nous connaissons tous et qui ne sauraient être abandonnés.

Elle demande au Gouvernement de prendre enfin en compte toutes les revendications qu'ils expriment.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Elle demande la relaxe de tous les syndicalistes représentants du monde du travail de Martinique et Guadeloupe poursuivis pour leur activité militante légitime.

Les départements et territoires d'Outre-mer ne doivent plus être considérés et traités comme des territoires de seconde zone.

La CGT Finances Publiques demande qu'une politique volontariste soit menée autour de leurs revendications légitimes pour que cessent la violence, la pauvreté et toute forme de colonialisme.

fichiers: Télécharger communique_soutien_martinique_et_guadeloupe.pdf (600.55 Ko)
Public: Infos / actions
Outre mer

Leave this field blank